



# L'Internationaliste

*“Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !”*

## En Grèce comme partout en Europe



N° 155 - Juillet-Août 2015 - 2 euros

Des militants du GSI à la manifestation de solidarité au peuple grec à Paris le 2 juillet 2015 scandant : « La dette n'est pas celle du peuple grec ! Non, non, non à la Troïka ! »

# ANNULATION DE LA DETTE !

**Groupe Socialiste Internationaliste**  
Section sympathisante de l'Unité Internationale des Travailleurs (UIT-QI)

# Conférence internationale de solidarité avec la révolution syrienne

Traduit du site de l'UIT-QI

Les 11 et 12 juillet, une conférence de solidarité avec la révolution syrienne a eu lieu et elle s'est terminée sur un meeting. Des dirigeants révolutionnaires syriens y ont participé comme l'écrivain et dirigeant marxiste syro-palestinien Salameh Kaileh, l'intellectuel et activiste reconnu Yassin Al Haj Saleh, tous deux poursuivis et emprisonnés par la dictature syrienne, qui vivent maintenant en exil.

Etaient aussi présents Mansour Atassi de la plateforme de Gauche Démocratique ; Yasser Munif, universitaire de Boston de *Red Global* pour la révolution syrienne ; un représentant du Mouvement de la Gauche du Liban ; un dirigeant du GSI de France ; *Revolucionesiriana.org* (Italie) ; des membres de la LIT-QI et pour l'Unité Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (UIT-QI) des dirigeants du Parti Démocratie Ouvrière (IDP) de Turquie, de Lutte Internationaliste de l'état espagnol, du KRD allemand et Miguel Sorans, dirigeant de la Gauche Socialiste (IS) argentine en soutien



Les participants à la conférence d'Istanbul

inconditionnel à la révolution du peuple syrien pour la liberté et pour la fin du régime génocidaire du dictateur Al Assad, non à l'impérialisme et non à Daesh. Une déclaration a été écrite et des actions ont été décidées pour faire une campagne mondiale.

**Vive la lutte héroïque du peuple syrien et la solidarité internationaliste !**

*Istanbul les 11 et 12 juillet 2015*

## Le GSI salue la conférence en soutien à la révolution syrienne

Chers camarades, chers amis, nous ne pouvons rester les bras croisés face à la révolution en cours en Syrie. Nous ne pouvons laisser le peuple syrien seul face à ses bourreaux.

Depuis le début, le régime syrien, l'état sioniste d'Israël, les monarchies du golfe, les islamistes ont travaillé à confessionnaliser le conflit de classe en guerre civile sectaire. Il fallait à tout prix écraser, atomiser une révolution déterminante pour l'avenir des peuples de la région ; en particulier pour les peuples kurde et palestinien.



Combattre la propagande pro Assad ou ceux qui réduisent ce conflit de classe et cette révolution à un soi-disant affrontement entre

islamistes et Assad est vital pour rompre l'isolement et l'abandon dans lequel se trouve le peuple syrien!

Cette conférence, aussi modeste soit-elle, parce qu'elle se positionne clairement du côté de la révolution, rompt avec les discours défaitistes. Cette conférence et les délégations présentes, en particulier de Syrie, démontre qu'il est possible d'agir, au delà de nos différences, de façon conséquente pour la révolution syrienne !

**Pour une Syrie laïque, démocratique et socialiste : Vive la révolution syrienne!**

### L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO – BP 66 – 94311 ORLY CEDEX FRANCE  
(adresse pour toute correspondance) – Courrier électronique (E-mail) : [contact@gsi-qi.org](mailto:contact@gsi-qi.org) - Site Web : <http://www.gsi-qi.org/>  
Clôture rédactionnelle le 12 juillet 2015 – Directeur de la publication : J.-L. DAVIER – Relecture : C. BOISSON – Infographie : JULINHO.  
Dépôt légal à la parution – ISSN n°2268-0705

**Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 Paris - France**

# Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx

Par Mathieu

L'actualité sociale et politique en Europe est extrêmement riche. La situation est marquée par une accélération de la montée de la lutte des classes dans plusieurs pays d'Europe. Malgré l'été, période généralement moins agitée sur le terrain social, malgré les manœuvres des appareils syndicaux et politiques qui veulent se poser en sauveur du système, les travailleurs du continent rejettent de plus en plus massivement l'Union Européenne capitaliste, ses traités, sa monnaie et son austérité. Et c'est de plus en plus dans la rue que ce rejet s'exprime.

## Europe

La Grèce est sans conteste le pays à la pointe de ce processus de rejet de l'UE. En organisant un référendum autour d'une question ambiguë, A. Tsipras a cherché à passer au-dessus des partis et à obtenir un blanc-seing pour trouver un accord à n'importe quel prix avec les représentants des marchés financiers et des institutions financières internationales. Mais la campagne pour le non a créé une dynamique qui s'est traduite par d'importantes mobilisations.

Entre la fin du mois de juin et le début du mois de juillet, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues d'Athènes et de Thessalonique pour exiger l'arrêt des politiques d'austérité et la rupture des négociations avec l'UE. La revendication d'annulation de la dette rencontre un écho croissant dans ces mobilisations. Au lendemain de la trahison de Tsipras, qui s'est littéralement vautré devant les représentants des bourgeoisies européennes, la mobilisation continue. La crise dans Syriza, opposant les partisans de la collaboration avec l'UE et ceux qui sont pour la rupture, a laissé une plaie béante dans le parti. Le syndicat des fonctionnaires, ADEDY, les organisations de jeunesse d'Antarsya et de Syriza, le parti communiste grec notamment appellent à la grève et à la mobilisation pour dénoncer la trahison de Tsipras.



Manifestation à Athènes : « Non aux nouvelles mesures. Grève contre la politique du gouvernement-UE-FMI »

En Allemagne, la situation de la lutte des classes est également en train de se tendre. Contrairement à ce qui est relayé dans la presse bourgeoise, la politique interne et externe du gouvernement de coalition CDU-SPD n'est pas unanimement soutenue par le peuple allemand, bien au contraire. Depuis plusieurs mois, le pays est traversé par une vague de grèves sans précédent depuis la réunification. Sur les six premiers mois de 2015, le nombre de jours chômés pour raison de grève est déjà deux fois plus important que pour toute l'année 2014. Après les ouvriers de la métallurgie et ceux de la chimie, après les employés du commerce et ceux des transports aériens et ferroviaires, ce sont les personnels des crèches et les agents de la Deutsche Post qui ont cessé le travail pour exiger la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires. De telles exigences vont à l'encontre de la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie allemande. Signalons également que l'attitude du gouvernement allemand à l'égard de la crise grecque provoque de très fortes tensions au sein même des partis composant la coalition gouvernementale. L'aile droite de la CDU, représentant le secteur le plus dur de la bourgeoisie allemande, était pour

l'exclusion de la Grèce de la zone euro et reproche par conséquent à A. Merkel d'avoir fait de trop de concessions envers A. Tsipras. La prétendue aile gauche du SPD reproche, quant à elle, aux ministres sociaux-démocrates participant au gouvernement d'avoir cherché à humilier la Grèce. Ces tensions, fruit de l'aiguïssement de la lutte des classes en Europe et en Allemagne, vont laisser des marques indélébiles dans ces partis et préfigurent une redistribution de la bourgeoisie dans les prochains mois.

Au Royaume-Uni, la situation est marquée par la réélection du gouvernement conservateur. Ceux qui pensaient que la victoire du Parti travailliste permettrait d'atténuer les coupes budgétaires, les privatisations et les baisses de salaires en sont pour leurs frais. Les travailleurs

quant à eux ont commencé à choisir une autre voie : celle de la mobilisation sur le terrain de la lutte des classes. Depuis le début de la crise, le Royaume-Uni connaît une augmentation globale du nombre de grèves. De nombreux secteurs sont touchés : public (santé, éducation), industrie, transports, etc. La dernière grève significative est celle des employés du métro de Londres, en lutte contre la privatisation, les suppressions de postes, les bas salaires et l'extension des horaires de nuit. Le 9 juillet, les 20 000 employés de l'entreprise ont effectué la grève la plus importante du métro de Londres depuis 2002.

Dans d'autres pays d'Europe, on observe des mobilisations significatives de la montée de la lutte des classes. En Italie, les 6 000 employés de la chaîne d'ameublement Ikea se sont mis en grève au début du mois de juillet pour la première fois depuis que l'entreprise s'est implantée dans le pays, il y a vingt-six ans, pour dénoncer l'annonce par la direction de la remise en cause du contrat collectif complémentaire (protection sociale complémentaire, retraite, etc.).

Au Portugal, le secteur des transports est actuellement à la pointe de la contestation de la politique anti-ouvrière mise en place par le gouvernement. Les employés du métro de Lisbonne, des transports en commun de Lisbonne et de Porto, des transports fluviaux de Lisbonne, des chemins de fer, des transports aériens se mobilisent contre la privatisation de leurs entreprises, mise en place par le gouvernement sur imposition de l'UE et du FMI. La dernière grève du métro de la capitale portugaise, au début du mois de juillet, a entraîné la fermeture totale du réseau pendant une journée.

## France

En France, on assiste également à une montée de la lutte des classes malgré la politique des bureaucraties syndicales qui veulent enfermer les travailleurs dans la « négociation » et le « dialogue social », c'est-à-dire dans la collaboration de classe avec le patronat. Mais il existe un profond mouvement, à la base, qui s'oppose à la collaboration de classe et qui s'exprime sur le terrain de la lutte des classes. C'est ce qu'indique la présentation, mardi

7 juillet par le ministre du Travail François Rebsamen, du « bilan de la politique contractuelle en 2014 », devant la commission nationale de la négociation collective (CNNC). Le nombre de conflits officiellement comptabilisés en 2013 (derniers chiffres enregistrés) est stable par rapport à 2012. En

revanche ces conflits sont plus longs et concernent plus de travailleurs. Le nombre de journées individuelles non travaillées a augmenté de près de 25 %, passant de 60 à 79 pour mille travailleurs. On constate que la

proportion de grèves varie selon la taille des entreprises : 0,2 % de celles employant entre 10 et 49 salariés ont été touchées par un conflit, 3,2 % de celles employant entre 50 et 199 salariés, 11,4 % de celles comprenant de 200 à 499 salariés et 29,3 % pour celles de 500 salariés et plus.

La question des salaires reste la première raison des arrêts de travail : cela a été le cas pour 45 % des entreprises ayant connu au moins une grève (ce chiffre est en baisse de dix points par rapport à 2012). On trouve ensuite l'emploi (34 %, soit une hausse de douze points sur un an), les conditions de travail (15 %, moins trois points) et le temps de travail (12 %, plus un point). Les grèves motivées par des mots d'ordre extérieurs à l'entreprise - dans le cadre de journées nationales d'action ou d'appels spécifiques à un bassin d'emploi - ont connu une hausse de huit points en un an et représentent 29 % des arrêts de travail.

En 2014, on constate également une forte baisse du nombre d'accords signés par les syndicats, comme conséquence de l'aiguinement de la lutte des classes. Au niveau interprofessionnel, l'année 2014 a été marquée par une baisse des accords : seulement deux ont été conclus au niveau national - convention d'assurance-chômage et contrat de sécurisation professionnelle -, deux au niveau départemental et quatorze avenants à des accords interprofessionnels antérieurs ont été conclus. En 2013, l'année avait été marquée par des accords interprofessionnels sur la sécurisation de l'emploi, la qualité de la vie au travail et la formation professionnelle. La pression des travailleurs sur les bureaucraties syndicales empêche ces dernières d'aller aussi loin qu'elles le voudraient dans la collaboration de classe.

Ces chiffres indiquent une hausse de la

conflictualité, qui s'exprime à travers la multiplication des grèves, y compris malgré l'absence de la construction d'un mouvement d'ensemble pour stopper la politique anti-ouvrière du gouvernement. Plus que jamais, les travailleurs cherchent les voies de l'offensive.



Les employés de l'AFP ont observé trois jours de grève pour s'opposer à la dénonciation par le PDG de l'agence de presse de l'ensemble des accords sociaux de l'entreprise. Le fil d'information en langue française a été interrompu pendant plusieurs jours.

De nombreux conflits sur les conditions de travail, les bas salaires et le manque de personnel ont été organisés dans les transports en commun. Ainsi, les 300 régulateurs de la RATP ont cessé le travail pendant trois jours du 19 au 22 juin pour dénoncer la diminution des effectifs - ils étaient encore 500 il y a dix ans - et la surcharge de travail. La grève a été massivement suivie et le trafic des bus fortement perturbé dans la capitale et sa banlieue.

Le 25 juin, la CGT a appelé à un mouvement de grève national à la SNCF pour dénoncer les suppressions d'emplois et les fermetures de lignes prévues par la direction de l'entreprise. Le trafic des trains Intercités et des TER a été perturbé. Les agents SNCF des TER du Nord se sont mis en grève lors du premier week-end des grandes vacances pour réclamer des embauches supplémentaires et faire face à l'augmentation du trafic saisonnier.

Les marins de la compagnie My-FerryLink, basée à Calais, se sont mis en grève pour dénoncer les menaces de démantèlement qui planent sur leur entreprise. Le 23 juin, près de 200 d'entre eux ont bloqué l'accès ferroviaire menant au tunnel sous la Manche.

Le 25 juin, dans le cadre d'une journée nationale de mobilisation, les taxis se sont mis en grève contre les implications de la loi Macron, qui signifie la déréglementation totale du secteur et le dumping social généralisé. Des

milliers de taxis se sont mobilisés à travers le pays. Des barrages ont été mis en place dans les principales villes de France.

À la Poste, les grèves continuent de toucher un grand nombre de secteurs qui s'opposent aux réorganisations conséquentes à la privatisation de l'entreprise. Les derniers à se mobiliser ont été les facteurs de Val-de-Reuil dans l'Eure et les bureaux de poste du Lot-et-Garonne.

De nombreux services d'hôpitaux, aussi bien parmi les personnels soignants que dans les services sous-traités se mobilisent contre les conséquences des coupes budgétaires dans la santé. Ainsi, par exemple, les employés du service de nettoyage de l'hôpital de Clamart ont cessé le travail contre la remise en cause des clauses de mobilité, du treizième mois et des primes qu'ils percevaient jusque-là. Il y a également eu une manifestation à Falaise (Calvados) contre la fermeture annoncée de la maternité. Le 25 juin, ce sont les personnels de la santé et des services sociaux qui ont défilé par milliers dans les rues de Paris pour dénoncer la loi Touraine de démantèlement de l'hôpital public. La mobilisation dans les hôpitaux de Paris contre les suppressions de postes se poursuit.

Les collectivités territoriales sont particulièrement touchées par la politique de coupes budgétaires mise en place par le gouvernement dans le cadre de la « décentralisation ». La baisse des dotations de l'État aux communes et aux départements est une autre manière de faire payer la crise aux travailleurs. Il y a ainsi des grèves à l'eurométropole de Strasbourg, le 24 juin, chez



les agents municipaux de Montpellier, dans les crèches parisiennes, à Montreuil et la liste est encore très longue.

Dans la logistique, les travailleurs de la base Intermarché de Magny-le-Désert dans l'Orne ont cessé le travail depuis le 10

juillet contre la fermeture de leur base. Les salariés se sont mis en grève afin de désorganiser l'approvisionnement des magasins en Normandie mais aussi en Pays de la Loire. À Compans, en Seine-et-Marne, 90 % des travailleurs de la base logistique ont fait grève le 8 juillet pour réclamer 3 % d'augmentation dans le cadre des NAO. Dans la grande distribution, 150 magasins La Halle ont dû rester portes closes le mercredi 24 juin, en raison d'un arrêt de travail.

# Non à la hausse des frais d'inscription !

Par Loïc

Le gouvernement est en train de faire payer aux étudiants la dette publique, qui est pourtant à 100 % illégitime. Cela se traduit par des coupes dans le budget des universités, coupes qui justifient ensuite des hausses de frais d'inscription.

En avril 2015 en effet, ce sont 100 millions d'euros, après les 400 millions de novembre 2014, qui ont été retirés du budget des universités. Ainsi, mercredi 17 juin, Najat Vallaud-Belkacem, la ministre de l'Éducation, persistait et signalait : « Dans notre contexte économique, les difficultés sont bien aussi souvent d'ordre budgétaire, et nous nous battons, ensemble, pour que, tout en participant aux efforts nécessaires pour assainir les finances publiques, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche bénéficient des moyens qui leur permettent de conforter leur excellence. »

En un mot, ce que promet la ministre, c'est l'austérité pour tous. Y compris les écoles d'ingénieurs publiques : en deux ans, on est passé de la quasi-gratuité à 1 850 euros de frais d'inscription !

Dans les universités, les lois Pécresse (2007) et Fioraso (2013) ont permis la multiplication de diplômes locaux, les DU (diplômes d'université), qui ne sont reconnus ni par l'État, ni par les conventions collectives. Les

universités peuvent ainsi librement définir le prix de ces diplômes.

Pour ne donner qu'un exemple, le DU « Contentieux international des affaires » de l'université de Créteil est à 3 500 euros en formation continue, pour vingt jours de cours dans l'année !

Les DU sont en train de prendre une place prépondérante : en 2008, ils représentaient déjà 13 % de l'ensemble des droits perçus par les universités. Cinq ans plus tard, on en était déjà à 20 % ! Ceci représente une importante manne financière : en cinq ans, on est passé de 30 à 60 millions d'euros entrés dans les caisses des universités grâce aux DU. Ainsi, certaines universités comme Strasbourg gagnent même plus d'argent avec les diplômes maison qu'avec les diplômes nationaux ! C'est bien vers la fin des diplômes nationaux et la hausse des frais d'inscription que l'on s'achemine.

En effet, le but des capitalistes et des gouvernements à leur service est d'augmenter

de façon rapide, brutale et généralisée les frais d'inscription des diplômes nationaux, à l'image de ce qui s'est passé dans les autres pays européens (en Espagne, l'année de licence coûte 1 100 euros). Deux projets sont actuellement à l'étude.

Premier projet : faire d'abord payer les étudiants « extra-européens » : ainsi, France Stratégie, organisme rattaché à Matignon (donc à M. Valls) a publié un rapport intitulé *Investir dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur* le 27 janvier 2015. Selon le souhait de cet organisme, les frais d'inscription en licence passeraient pour les étudiants étrangers de 183 à 6 000 euros, ceux de master de 254 à 12 000 euros, et ceux des écoles d'ingénieurs, de 500 à 15 000 euros !

Deuxième projet : faire payer cher, tout de suite, tout le monde. Le rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) commandé par la ministre intitulé *La situation financière des universités* propose un relèvement des licences à 1 000 euros par an pour tous !

Seulement, il ne s'agit pour le moment que de projets. En effet, le gouvernement n'a qu'une peur : qu'il y ait une mobilisation nationale dans les universités ! Le rapport de l'IGF avertit d'ailleurs que la question de la hausse des frais d'inscription est « un sujet sensible politiquement et socialement ». C'est pour cela que le gouvernement ne s'est pas encore affronté frontalement à cette question.

Pour notre part, nous sommes prêts à aller au combat : c'est pourquoi le GSI impulse le Comité de mobilisation contre la privatisation. Nous continuerons d'être dans les universités cet été et à la rentrée pour informer et rassembler les étudiants pour nous préparer à cette bataille centrale.

**Non à la hausse des frais d'inscription !**

**De l'argent pour l'éducation, la santé, les retraites, pas pour la dette !**



Des étudiants du comité de mobilisation contre la privatisation pendant la campagne contre la hausse des frais d'inscription à Nanterre

Jeunesse

## Les étudiants soutiennent la révolution syrienne !

Depuis le début du mois de juin, nous impulsions le Comité de soutien à la révolution syrienne. Il s'agit pour nous d'une tâche centrale. En effet, depuis 4 ans, les travailleurs et les jeunes du pays affrontent héroïquement toutes les forces contre-révolutionnaires, que ce soit Bachar Al-Assad ou Daesh (L'État Islamique). Il s'agit bien d'un processus révolutionnaire, démarré en 2011 dans le sillage des révolutions en Tunisie et en Égypte. Les travailleurs et les jeunes syriens se battent au quotidien pour une Syrie libre, laïque et démocratique. Et ils réclament notre soutien.

Sur les facs, nous allons à la rencontre des étudiants, et discutons avec eux du texte d'appel à la réunion internationale de soutien à la révolution syrienne des 11 et 12 juillet à

Istanbul. Nous avons des retours très positifs. Par exemple une étudiante marocaine en L2 d'économie a dit « cette situation a trop duré, il faut que ça cesse ! ». Un autre étudiant, qui a vécu en Turquie tout le collège et le lycée, a dit qu'on menait une campagne extrêmement importante, et il nous a demandé notre position sur la question du peuple kurde. On lui a dit que pour nous c'étaient les palestiniens de cette zone.

La révolution syrienne a un impact dans la conscience des étudiants en France. Cette campagne remporte du succès car on propose une perspective très palpable : non seulement prendre position, mais surtout aller rencontrer des révolutionnaires syriens à Istanbul. Poursuivons la mobilisation en soutien à la révolution syrienne !

# Mobilisations à Toulouse contre des attaques anti-syndicales

Par Sophie

## Halte à la répression de l'activité syndicale dans l'académie de Toulouse !

L'intersyndicale de Toulouse (CGT Educ 31, SUD 31, FSU 31) a appelé à la grève, à continuer la mobilisation en se rassemblant devant le rectorat le jeudi 18 juin pour soutenir et exiger l'arrêt des poursuites contre les six enseignants du collège de Bellefontaine.

Ces poursuites sont une attaque au droit syndical ! Du 27 novembre au 15 décembre 2014, une grève de près de trois semaines a rassemblé 90% des enseignants et personnels du collège Bellefontaine, à Toulouse, en lien avec les autres établissements concernés de l'académie, contre le manque de moyens accordés pour la mise en œuvre de la nouvelle politique d'éducation prioritaire et contre l'absence de prise en compte des personnels précaires. Depuis ce mouvement de grève, ces enseignants subissent des répressions liées à leur intervention syndicale : baisse de note administrative, mutations forcées, procédure disciplinaire pouvant aller jusqu'à leur radiation ! Le Rectorat n'a mis en place aucune mesure, si ce n'est une médiation qui sert aujourd'hui à charger les dossiers des enseignants incriminés.

Le 22 mai 2015, cinq enseignants du collège Bellefontaine se sont vu annoncer par courrier une mutation « dans l'intérêt du service » et le lancement d'une procédure disciplinaire pouvant aller jusqu'à leur radiation de la fonction publique. Le 27 mai 2015, une sixième enseignante recevait une convocation pour un conseil de discipline à son encontre le jeudi 18 juin. Elle avait déjà fait l'objet d'une suspension par mesure conservatoire pour quatre mois au sujet d'un mail d'usage privé rendu public mais classé sans suite par le Procureur de la République.

Une campagne de soutien à ces enseignants a été lancée (voir l'Internationaliste n°153). Cette campagne a déjà acquis une répercussion nationale, avec de nombreuses signatures récoltées à travers la France et transmises notamment à la CGT Educ 31.

Devant le rectorat de Toulouse, le jeudi 18 juin 2015, nous étions une quarantaine extrêmement motivés, dynamiques et conscients des enjeux de cette journée, avec une grande majorité de militants syndicaux. L'action consistait à faire du bruit tout autour du rectorat le matin pendant la CAPA (commission paritaire) qui se

tenait au même moment.

Les manifestants se sont mobilisés pour condamner ces poursuites et ces attaques contre le droit syndical. Ils exigent la réintégration des enseignants de Bellefontaine et l'arrêt des poursuites à leur encontre. Jamais une telle répression n'avait été tentée en Haute-Garonne.

Cette attaque contre les enseignants de Bellefontaine s'inscrit dans un contexte national de résistance contre la répression antisyndicale. Plusieurs dossiers frauduleux ont été montés cette année à travers le pays contre des militants syndicaux afin de stopper les mobilisations. Mais les enseignants refusent de se laisser faire ! Cette répression dont sont victimes les militants syndicaux est à mettre en lien avec l'objectif du gouvernement, de privatiser, de détruire l'enseignement public avec le prétexte de la réduction des dépenses publiques et du remboursement de la dette. Les militants syndicaux refusent la destruction de l'enseignement et se dressent contre toutes ces réformes visant à rendre l'école compétitive, à privatiser notre système éducatif creusant les inégalités entre les élèves, et se battent pour le maintien d'un système public d'éducation.

coût, mais un droit constitutionnel reconnu de tous les travailleurs !

« Il fallait absolument redresser les finances » a déclaré Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse. L'hébergement des organisations syndicales au sein de la Bourse du Travail serait une dépense bien trop onéreuse. Or, le maire de Toulouse ne condamne pas la baisse des dotations de l'État aux communes, instaurée dans le cadre de la décentralisation et opérée au nom de la diminution des dépenses publiques et du remboursement de la dette pour faire payer la crise aux travailleurs.

Or cet hébergement s'élève à 63 centimes d'euros par an et par contribuable de Haute-Garonne ! Dans ce montant, la Bourse du Travail revient à 3 centimes d'euros par an, alors que plus de 2500 salariés y sont reçus gratuitement tous les ans par des militants, au titre de leur engagement syndical.

De plus, tout au long de son histoire, la Bourse du Travail a joué un rôle déterminant dans la défense des intérêts des travailleurs. C'est notamment là que furent organisées au niveau intersyndical et interprofessionnel, les luttes contre le CPE en 2006 et contre la contre-réforme des retraites de 2010.

Cette obligation de quitter les lieux est une attaque contre ce syndicat et à travers lui contre les intérêts de tous les salariés. Et cela fait suite aux précédentes attaques engagées contre les syndicats au Blanc-Mesnil (93), à Saint-Quentin (02) et à Nice (06).

La journée du vendredi 19 juin 2015 a rassemblé environ 300 militants de la CGT 31, dont l'objectif était de faire pression et d'empêcher la bonne tenue du dernier conseil municipal avant l'été. Il s'agissait d'une journée très importante de lutte, car cela constitue une attaque supplémentaire contre les travailleurs, contre les syndicats. Lors de ce rassemblement, tous les Haut-Garonnais étaient appelés à soutenir la poursuite de l'hébergement gratuit des organisations syndicales, constituant un des remparts pour défendre le droit des salariés.

Nous GSI, soutenons les enseignants subissant des répressions anti-syndicales et exigeons l'abandon des poursuites disciplinaires et leur réintégration. Nous condamnons aussi l'expulsion de la CGT et exigeons son maintien au sein de la Bourse du Travail de Toulouse.



Rassemblement de la CGT 31 devant la mairie de Toulouse

### Expulsion de la CGT de la bourse du Travail de Toulouse !

La CGT 31 rassemblant tous les secteurs de la CGT (éducation, fonction publique, commerce, police, transport...) a appelé à une journée de grève et de rassemblement pour continuer la mobilisation contre l'expulsion de la CGT de la Bourse du Travail de Toulouse.

La Bourse du Travail est indissociable du mouvement ouvrier. Inaugurée en 1892 en présence de Jean Jaurès, les clés ont été remises au secrétaire général de la CGT en 1931, par le maire. L'hébergement des organisations syndicales par les institutions, n'est pas un

# Non à la répression des enseignants syndicalistes !

Par Griselda

## Notre participation au collectif unitaire

Depuis le congrès départemental de la CGT Educ' 93 (voir précédent numéro de L'Internationaliste), nous participons au collectif unitaire intersyndical et interprofessionnel contre la répression syndicale d'Ile-de-France. Grâce au collectif, nous avons pu répercuter largement la campagne de soutien aux enseignants toulousains de Bellefontaine (voir article Toulouse). Nous avons dans cette perspective participé à un point fixe lors de la manifestation nationale contre la réforme des collèges de Najat Vallaud-Belkacem le jeudi 11 juin à Paris. Nous avons récolté plus d'une centaine de signatures, dont celles de responsables syndicaux enseignants départementaux et nationaux.

Dans le cortège, de nombreux militants étaient déjà au courant de la mobilisation des enseignants toulousains et avaient déjà signé la pétition en ligne. Cependant, de nombreux autres enseignants ont découvert cette campagne lors de la manifestation et plus d'une dizaine (issus de plusieurs départements d'Ile-de-France : 75, 92, 95, 78...) ont laissé leurs coordonnées pour faire signer la pétition dans leur établissement. Les signataires syndicalistes ou simplement enseignants se sont très vite sentis concernés car la plupart d'entre eux avaient rencontré dans leur entourage des cas similaires de répression syndicale.

## Une nouvelle réalité dans l'éducation

La répression syndicale est une nouvelle réalité dans la fonction publique, alors qu'il s'agissait encore d'un secteur « relativement » protégé de la remise en cause du droit syndical et du droit de grève. Le cas de Yann Le Merrer, militant chez Solidaires - Sud PTT 92, a marqué un tournant dans la remise en cause du droit syndical dans la fonction publique. En effet, le licenciement d'un agent de la fonction publique en raison de ses activités militantes n'avait pas eu lieu depuis... 1951<sup>1</sup>. Cette brèche ouverte, les mesures disciplinaires se multiplient dans les bureaux de poste envers les militants syndicaux. L'objectif est clairement d'intimider et de démoraliser les résistances syndicales organisées sur les lieux de travail et qui vont à l'encontre de toutes les mesures visant à détruire et privatiser les services publics.

Ces méthodes se généralisent à l'enseignement où depuis 2008 les personnels des écoles maternelles et élémentaires ne peuvent plus exercer pleinement leur droit de grève sous prétexte de continuité du service public. Aujourd'hui, les pressions exercées sur les principaux et les proviseurs pour appliquer les directives du ministère se combinent à une



augmentation de la répression syndicale. Cette répression syndicale prend la forme de constitution de dossiers administratifs, de sanctions mineures en commission disciplinaire, ou de procédures de mutation forcée.

La remise en cause du droit de grève et de tous les acquis ouvriers sont les deux facettes de la même politique. Pour appliquer ses plans jusqu'au bout, le gouvernement PS qui est un gouvernement bourgeois, durcit l'appareil d'État et en particulier les forces régaliennes dans le but de réprimer le mouvement social et syndical.

La répression des noyaux de résistance est devenue une nécessité politique pour un gouvernement qui est déterminé à aller jusqu'au bout. Cela explique la multiplication des sanctions disciplinaires envers les enseignants qui organisent la mobilisation dans les établissements. Or, la brutalité et la



multiplication des attaques génèrent une nouvelle résistance et une détermination chez les personnels attachés à défendre leurs conditions de travail et une éducation de qualité pour les élèves.

Hier Bellefontaine, aujourd'hui Colombes (92) ! Les premiers visés sont évidemment les enseignants qui se sont mobilisés contre la refonte de l'éducation prioritaire derrière laquelle se cachent des coupes budgétaires sans précédent et une remise en cause de la qualité des cours dispensés aux élèves des quartiers populaires.

## Mobiliser et organiser

Parallèlement, on assiste à une remise en cause de la liberté d'expression des personnels de l'éducation comme le montre la série de mesures prises par le ministère suite à la tragédie de Charlie hebdo (voir L'Internationaliste n° 150).

Nous en sommes conscients. Notre combat contre la répression syndicale est intimement lié à notre combat pour la défense de nos droits et pour la sauvegarde de nos services publics. La résistance existe, et s'amplifie. À travers les assemblées générales, la grève et la manifestation, nous continuons de mobiliser et d'organiser les personnels dans nos établissements et dans les organisations syndicales, contre les mesures de privatisation des services publics et en défense du collège unique.

1. En 1951, deux dirigeants syndicaux CGT de la Poste ont été licenciés pour avoir signé une pétition en faveur de la paix entre les peuples d'Allemagne de l'Est et de France. Ils ont été réintégré en... 1981.

Éducation

# Dossier spécial Grèce

## Après le référendum du 6 juillet, quelle issue pour la Grèce ?

Par Jean-Louis

Le 6 juillet, le peuple grec a rejeté à 61,31 % les « propositions » des créanciers du pays. En outre, 37,5 % des électeurs ne se sont pas déplacés pour voter, c'est un fait important dans un pays où le vote est obligatoire.

Ce rejet est une défaite politique pour les créanciers de la Grèce, c'est-à-dire essentiellement les impérialismes allemand et français, l'impérialisme étasunien agissant, ensemble, sous la forme d'une « Troïka » formée par l'UE (Union Européenne), la BCE (Banque centrale européenne) et le FMI (Fonds monétaire international).

Le résultat du référendum est d'autant plus significatif du rejet de la « troïka » que la courte campagne a vu la quasi-totalité des médias grecs et européens appeler au « oui », ne reculant devant aucun chantage ou menace. C'est pour cela que l'on peut estimer que même parmi les électeurs qui ont voté « oui », une proportion l'a fait, non pas par adhésion aux mesures préconisées par la « troïka », mais motivée par la peur.

Ce vote n'est cependant pas sans rappeler le rejet du traité constitutionnel de l'UE, rejet suivi par la mise en place par l'UE et les gouvernements des états membres d'un dispositif pour imposer le traité constitutionnel exigé par les capitalistes, la haute finance.

Là encore, il n'aura pas fallu longtemps pour que le gouvernement Tsipras s'assoie sur la volonté du peuple grec, A. Tsipras ayant pourtant personnellement déclaré qu'il voterait non. Mais n'avait-il pas été contraint d'organiser cette consultation pour apporter une « réponse » à l'exigence des travailleurs et de la jeunesse, excédés de voir que les sacrifices imposés ne débouchent que sur de nouvelles

exigences ?

Au lendemain du vote, le ministre des finances, Y. Yaroufakis, a été prié de démissionner, ce qu'il a fait, en signe de « bonne volonté » du gouvernement vis-à-vis des capitalistes qui dépècent la Grèce de façon méthodique depuis 2010.

Les propositions remises ensuite par le Premier ministre grec aux chefs d'État et de gouvernements de l'UE reprenaient les exigences pourtant rejetées par le référendum du 6 juillet, propositions assorties d'une demande de restructuration de la dette grecque à laquelle l'UE reste opposée alors que le FMI y serait favorable !

Toutefois, l'Islande est un pays de 240 mille habitants qui n'est pas membre de l'UE. Avec la Grèce ce serait « une autre paire de manches » pour les capitalistes qui pourraient voir les autres peuples, qui se sont vu imposer l'austérité sans fin au nom des critères de convergence et de l'Euro, rejeter à leur tour le joug, le fardeau de la dette.

Les puissances impérialistes redoutent donc par dessus tout, non pas seulement le défaut, la faillite de la Grèce, mais le refus déterminé de millions de femmes et d'hommes de payer une dette illégitime, inique, dont l'existence sert de prétexte pour enfoncer les travailleurs dans la misère et privatiser les services publics au pas de charge.



A. Tsipras donnant de nouveaux gages à la Troïka malgré les 61% de non au référendum : « J'espère que nous pourrions trouver une solution dans l'intérêt de la Grèce mais aussi de la zone euro »

Les bourgeoisies française et allemande tentent de faire entrer dans le crâne des travailleurs une fable immonde selon laquelle « la Grèce » devrait plusieurs centaines d'euros à chaque Français et à chaque Allemand, mais elles escamotent un fait essentiel : la Grèce est endettée vis-à-vis des États européens car ceux-ci ont choisi de sauver les banques en rachetant leurs créances sur l'État grec.

En effet, au-delà des exigences capitalistes, les intérêts bien sentis des puissances impérialistes ne coïncident pas exactement sur ce dossier, même si, tous, craignent qu'une rupture se produise en Grèce et se propage à l'ensemble de l'Europe, une sorte de « syndrome islandais » dont les effets seraient incommensurables.

Pour mémoire, la phase de la crise du système capitaliste qui a débuté en 2007 avait révélé que les banques islandaises étaient endettées à 9 fois le PIB du pays. Consultés à deux reprises sur un plan de sauvetage des banques, les Islandais avaient voté « non ».

Sans cette intervention des États, ceux qui ont plongé la Grèce dans la crise, les capitalistes, les spéculateurs, les banquiers, leurs experts-comptables et leurs avocats d'affaires auraient perdu gros.

Cependant, quand les travailleurs allemands et français ont-ils été consultés pour savoir s'il fallait sauver Goldman-Sachs, la Société Générale, la Deutsche Bank et les autres rapaces ; quand les travailleurs étasuniens ou britanniques ont-ils été consultés pour savoir s'il fallait sauver les gangsters de Wall-Street ou de la City et leur permettre de recommencer à creuser notre tombe avec une ardeur renouvelée ?



# Dossier spécial Grèce

La réalité est que la dette publique n'est pas la conséquence d'un coût qui serait trop élevé des retraites, de la protection sociale, des services publics, des salaires : Non ! La dette publique est le résultat d'une volonté délibérée des gouvernements au service des capitalistes, la volonté de sauver ces derniers coûte que coûte. Ainsi, de 2007 à 2012, la dette publique en France a augmenté de 650 milliards d'Euros, exclusivement au bénéfice des capitalistes.

Le gouvernement Tsipras a été élu sur un mandat qu'il a décidé de ne pas respecter. Il a refusé de rompre avec la « troïka » cherchant toutes les occasions de maintenir un cadre qui lui permettrait d'apporter sa pierre au sauvetage de l'édifice vermoulu du capitalisme en

multipliant les initiatives pour faire en sorte que des négociations continuent avec la « troïka ».

Aujourd'hui, Syriza est en crise, Tsipras vient de remanier son gouvernement pour en expulser les ministres qui se sont prononcés contre les mesures adoptées, avec l'appui du principal parti bourgeois, la « nouvelle démocratie » ! Cela alors que la démonstration politique a été apportée le 6 juillet que l'annulation de la dette est non seulement nécessaire mais possible pour un gouvernement qui s'appuierait sur les travailleurs et la jeunesse !

En effet, chaque jour pose comme une nécessité impérieuse de combattre, dans toute

l'Europe et dans chaque pays, dans l'unité, pour l'annulation de la dette. Dans toute l'Europe car les traités qui organisent une Europe au service des capitalistes doivent être combattus, abrogés !

Tous les partis, syndicats, organisations qui se réclament de la classe ouvrière devraient s'engager massivement dans cette bataille qui impose de prendre des mesures d'urgence en faveur des travailleurs, chômeurs, retraités et de la jeunesse. Ce combat pose une autre exigence : retirer aux capitalistes les moyens d'agir en prenant une première mesure dans ce sens en nationalisant les banques et les assurances, sans indemnité ni rachat, sous contrôle ouvrier.

## Syriza cède aux pressions du FMI et de l'Union européenne

Par Miguel Sorans

Le gouvernement de Syriza, avec à sa tête Alexis Tsipras, qui se réclame de gauche, a fini par céder et par accepter les nouveaux plans d'ajustement contre le peuple grec. L'aile gauche de Syriza s'y est opposée et a dénoncé le pacte accepté par son gouvernement, tout comme l'ont fait d'autres secteurs de la gauche grecque.

Durant le mois de juin, des rencontres décisives ont eu lieu qui vont déterminer si la Grèce continuera ou non à payer la dette externe, continuera à appliquer les plans d'ajustement sous le contrôle de la troïka : FMI, UE et Banque centrale européenne.

La troïka avait fixé au lundi 22 juin la date limite pour trouver un accord. Le gouvernement de Syriza a finalement cédé en acceptant un nouvel ajustement contre le peuple grec. Le Premier ministre Alexis Tsipras a annoncé qu'il y aurait des coupes dans les pensions de retraite et une augmentation de la TVA, ce qui revient à la plus importante baisse de salaire et du niveau de vie par

l'augmentation du prix des marchandises. La réforme des pensions prévoit une coupe dans ce qu'on appelle les pensions de préretraite et l'augmentation de l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans. Syriza accepte les nouveaux plans sociaux que lui impose la troïka. L'objectif est clair : continuer à faire peser les plans sur les travailleurs pour leur faire payer la dette et piller le pays afin de satisfaire les banquiers de l'UE. En échange de cet accord, la Grèce

dette externe qui augmente et qui est impossible à payer – et qui liquide la souveraineté des travailleurs grecs.

Syriza a gagné les élections en janvier avec le clair mandat populaire de mettre fin aux « mémorandums », c'est-à-dire aux listes sans fin d'ajustements budgétaires antipopulaires qui ont fait couler l'économie grecque ces dernières années. Le PIB a diminué de 25 %, le taux de chômage est monté à 27 % et les baisses des salaires, des pensions de retraite et des budgets sociaux ont dépassé les 40 % dans de nombreux cas. Ces chiffres sont réellement criminels, des chiffres de génocide social.

À peine assumé au début de cette année, le gouvernement de Syriza a mis de côté son mandat. Il a commencé les négociations avec l'odieuse troïka, qu'il s'est mis à appeler « les institutions », en expliquant qu'il était possible de trouver une « solution » avec laquelle « tout le monde gagnerait ». Avec cette politique, le gouvernement a payé ces derniers mois 1 800 millions d'euros et a repoussé, par exemple, sans délai la promesse d'augmenter le salaire minimum actuel de 684 euros à sa valeur antérieure de 751 euros (chiffres de misère comparés aux prix européens) et il a continué les privatisations.

Les résultats de cette politique erronée sont visibles. Le FMI et la troïka n'ont jamais arrêté



Manifestation à Paris en solidarité avec le peuple grec :  
« Nous sommes tous des grecs !! »

recevra un nouveau versement de 7 200 millions d'euros, du « second sauvetage ». La prétendue « aide » ou le « sauvetage » est une nouvelle bouée de sauvetage plombée qui soumet la Grèce à l'impérialisme allemand et à l'UE – avec une

# Dossier spécial Grèce

de faire peser des pressions et au-dessus, les banquiers grecs ont eu les mains libres pour organiser la fuite des capitaux, 3 000 millions d'euros la semaine dernière.

## La seule alternative est de rompre avec la troïka et d'arrêter de payer la dette

La voie des demi-teintes et de la cohabitation avec le FMI a déjà montré qu'elle desservait les travailleurs et les peuples. Cette voie a déjà catégoriquement échoué en Amérique latine et échoue de nouveau en Grèce, à cause de gouvernements de centre gauche, réformistes, qui finissent par traiter avec les banquiers et les multinationales. Un exemple clair de cette situation a été le gouvernement du PT au Brésil, de Lula et Dilma Rousseff qui ont payé la dette, qui ont passé des accords avec le FMI, approfondissant ainsi la misère, le pillage et la corruption. Aujourd'hui, ils sont rejetés par leurs propres bases ouvrières et populaires. Tsipras et Syriza sont en train de suivre la même voie.

La seule sortie pour le peuple grec est de continuer de lutter pour imposer la rupture définitive avec la troïka, l'UE et d'arrêter de payer la dette externe. Voilà où est l'argent qui permettra de dépasser la crise humanitaire que

l'on vit en Grèce. Voilà où est l'argent qui permettra de payer les pensions, d'augmenter les salaires et les budgets de la santé et l'éducation. En plus de cela, il faut nationaliser les banques et le commerce extérieur pour couper court à toute fuite de capitaux. Il faut un plan économique d'urgence ouvrier et populaire. Les demi-mesures ne marchent pas.

Ces propositions sont déjà exigées par de nombreux secteurs de la gauche grecque. Le dimanche 21 juin, des milliers de personnes se sont rassemblées dans les rues d'Athènes, rassemblement appelé par de nombreux secteurs pour rejeter un possible accord et exiger la sortie de l'UE.

Avec raison, lors de la dernière réunion du Comité Central de Syriza fin mai, 44 % des dirigeants (75 sur 170) ont voté pour rompre les négociations avec la Troïka, pour déclarer l'arrêt du paiement de la dette et nationaliser les banques. Devant l'annonce du nouveau pacte, plusieurs députés et représentants de l'aile gauche, faisant partie de la tendance Plateforme de Gauche, ont fait des annonces publiques pour le rejeter.

De son côté, l'organisation OKDE (Organisation Communiste Internationaliste, trotskiste) exige, entre autres choses : Rupture des négociations avec l'UE et le FMI maintenant ! Pas un seul engagement face aux chantages de l'UE et du FMI ! Arrêt du paiement de la dette ! Sortie de l'euro et de l'UE ! Nationalisations sous contrôle ouvrier ! Réintégration de tous les licenciés ! Récupération des pertes de salaire et de pensions ! En même temps, elle appelle à préparer la mobilisation unie, à sortir dans les rues et à occuper les places contre un accord avec la Troïka.

**« La seule sortie pour le peuple grec c'est d'arrêter de payer la dette ! »**

Voilà la voie pour rompre avec le nouveau pacte du FMI et de la Troïka et pour imposer un changement de fond pour que ce soit les capitalistes qui paient la crise et pas les travailleurs. En Grèce, le peuple grec continue la bataille décisive contre les plans d'ajustement que l'impérialisme et le FMI veulent imposer partout. Si le peuple grec gagne contre le plan d'ajustement, ce sont tous les travailleurs qui gagnent. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, la solidarité internationale avec la lutte des travailleurs et de la jeunesse grecs est nécessaire.

## Solidarité avec le peuple grec !

*Par l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (UIT-QI)*

### **NON au chantage impérialiste ! NON à la troïka et à l'UE ! NON au paiement de la dette externe !**

Le peuple travailleur et la jeunesse de la Grèce vivent des moments clés dans leur lutte pour sortir du chantage impérialiste constant, du chantage de la troïka (le FMI, l'Union européenne - UE - et la Banque centrale européenne) qui impose depuis des années des réductions des salaires, des retraites, des privatisations et toutes formes de pillage de leurs richesses. Tout cela pour faire payer une dette externe frauduleuse et impayable, portée par des gouvernements complices du FMI et de la Banque mondiale.

Devant les nouveaux chantages impérialistes, le gouvernement de Syriza a été obligé de

convoquer un référendum en Grèce pour le dimanche 5 juillet. La situation est arrivée à un tel point que mardi, le gouvernement de Syriza a dû cesser de payer la dette externe, une quote-part de 1 600 millions d'euros. La troïka, le FMI, le patronat, les banquiers et la droite grecque n'ont pas pu éviter le référendum et craignent un triomphe du non : ils se mobilisent tous ensemble pour le oui pour pouvoir ainsi continuer les attaques contre le peuple grec.

Les travailleurs, la jeunesse, les secteurs populaires et la gauche sont sortis dans la rue pour rejeter, une fois de plus, la troïka et pour appeler au non. Nous nous associons et nous

solidarisons à cet appel. Il faut dire non à la troïka, au FMI et ses coupes budgétaires, non au paiement de la dette externe, non au chantage de l'UE, de Merkel, Hollande et compagnie. Une victoire massive et retentissante du non sera une défaite politique de la troïka et renforcera les travailleurs grecs à poursuivre la mobilisation pour arrêter ce pillage.

Dans le monde, l'impérialisme, avec les agents du FMI et ses gouvernements laquais, font campagne en semant la peur de la supposée catastrophe qui arriverait si la Grèce cessait de payer la dette. C'est faux. La véritable

# Dossier spécial Grèce

catastrophe humanitaire est celle qu'ils ont eux-mêmes créée en imposant les supposés « sauvetages », en ajoutant de plus en plus de dette pour continuer le pillage et en imposant des conditions de famine au peuple grec. Le chômage atteint 27 %. Les baisses des salaires, des retraites et des budgets sociaux dépassent dans beaucoup de cas 40 %. La seule sortie à cette crise humanitaire est la rupture avec la troïka et l'arrêt du paiement de la dette. Il faut utiliser ces milliers de millions d'euros pour augmenter les salaires et les retraites et pour financer davantage de santé et d'éducation.

Malheureusement, depuis qu'Alexis Tsipras - et son parti Syriza, qui se réclame de la gauche -, a été investi en janvier pour diriger le gouvernement, il n'a pas rempli son mandat de mettre fin aux mémorandums ; il a continué, au contraire, une politique de négociation avec la troïka et il a cédé à ses pressions avec de nouvelles coupes budgétaires. Les résultats de cette politique ne se sont pas fait attendre. La troïka s'est enhardie et a continué à faire du chantage en réclamant davantage de réductions dans les salaires et les retraites. C'est seulement grâce à la pression populaire et à des secteurs de l'aile gauche de Syriza que le Premier ministre Tsipras a été obligé de convoquer le référendum. Mais il existe le danger que le gouvernement de Syriza cède à

nouveau aux pressions. Un exemple de cela est la demande actuelle de Tsipras et son ministre Varoufakis de négocier un « nouveau plan de sauvetage » pour couvrir les paiements des échéances de la dette des deux prochaines années. Autrement dit, le même Syriza demande des négociations sur de nouveaux plans pour davantage de dette externe. Ceci doit être rejeté par le peuple et la jeunesse grecs. Le chemin des demi-mesures a déjà montré qu'il ne sert pas aux travailleurs. Les

travailleurs et la jeunesse doivent exiger du gouvernement de Syriza qu'il aille jusqu'au bout avec le non lors du référendum et qu'il revienne au mandat populaire que lui a confié le triomphe électoral du 25 janvier et ne pas céder au chantage de la troïka. Il n'y a pas

les épargnants ne perdent leurs économies, pour l'arrêt des privatisations et pour un plan d'urgence ouvrier et populaire !

Depuis l'UIT-QI, nous nous joignons à la campagne et à la mobilisation pour le non au référendum du 5 juillet. Nous appelons les travailleurs et la jeunesse du monde à se solidariser avec le peuple grec. Nous appelons spécialement les travailleurs de toute l'Europe. Devant le bloc impérialiste formé par la troïka avec les gouvernements européens, il est nécessaire d'avancer dans un bloc



Manifestation à Athènes pour le NON au référendum

d'accord avec les spéculateurs et avec ceux qui ont plongé les travailleurs grecs dans la misère. Des secteurs importants de la gauche de Syriza, regroupés dans la Plate-forme de gauche, se sont prononcés contre tout nouvel accord avec la troïka, pour la suspension de tout paiement de la dette et pour la nationalisation des banques. Ceci est très positif. Nous appelons ces secteurs à exiger du gouvernement et de Syriza de ne pas céder devant la troïka. À leurs côtés, d'autres secteurs, des syndicats, des organisations étudiantes et des organisations de la gauche, y compris Antarsya et l'OKDE qui ne sont pas des membres de Syriza, ont levé des

drapeaux semblables et appellent à la mobilisation pour le non. Il sera fondamental, devant la politique des demi-mesures que

dirige Alexis Tsipras, de faire l'unité, un front de tous ces secteurs, pour le triomphe du non et en poursuivant la mobilisation ouvrière et populaire pour la rupture avec la troïka, l'UE, la zone euro et les paiements de la dette externe.

De l'argent pour les salaires, les retraites, le travail, la santé et l'éducation, pour la nationalisation du système bancaire afin d'empêcher la fuite des capitaux et éviter que

des travailleurs et des peuples. Il y a une énorme responsabilité des syndicats et de la gauche, européenne en particulier, pour ne pas laisser les travailleurs grecs seuls dans cette lutte tellement inégale. Les travailleurs de toute l'Europe jouent leur avenir en Grèce. Nous appelons les syndicats et la gauche à impulser des actions de solidarité avec la lutte du peuple grec. Un triomphe des travailleurs et de la jeunesse en Grèce sera un triomphe de tous ceux qui combattent contre les plans d'austérité et les coupes budgétaires de l'impérialisme, contre les multinationales et leurs gouvernements complices.

**« Un triomphe des travailleurs et de la jeunesse en Grèce sera un triomphe de tous ceux qui combattent contre les plans d'austérité ! »**





**De l'argent pour l'éducation  
la santé et les retraites,  
pas pour la dette !  
Solidarité avec le peuple grec !**

**<http://www.gsi-qi.org>**

## Sommaire du n°155



- **Syrie - p.2**
  - Conférence internationale de soutien à la révolution syrienne à Istanbul
  - Le GSI salue la conférence de soutien à la révolution syrienne
- **Revue de presse sociale - p.3-4**
- **Jeunesse - p.5**
  - Non à la hausse des frais d'inscriptions
  - Les étudiants soutiennent la révolution syrienne
- **Section de Toulouse - p.6**
  - Mobilisation contre des attaques anti-syndicales
- **Education - p.7**
  - Non à la repression des enseignants syndicalistes
- **Dossier spécial Grèce - p.8 à 12**
  - Après le référendum du 6 juillet, quelle issue pour la Grèce ?
  - Syriza cède aux pressions du FMI et de l'Union Européenne
  - Solidarité avec le peuple grec